

"Kurt von Schuschnigg: le courage de penser neuf" dans L'Action fédéraliste européenne (1946)

Légende: En 1946, Kurt von Schuschnigg, ancien chancelier de la République d'Autriche, exprime dans la revue L'Action fédéraliste européenne son opinion sur l'organisation de l'Europe d'après-guerre.

Source: L' Action fédéraliste européenne. 1946, n° 1. Neuchâtel. "Le courage de penser neuf", auteur:Schuschnigg, Kurt von.

Copyright: (c) Editions de la Baconnière

URL:

http://www.cvce.eu/obj/kurt_von_schuschnigg_le_courage_de_penser_neuf_dans_l_action_federaliste_europeenne_1946-fr-f4c30532-670c-463e-9768-84ef58b489ef.html

Date de dernière mise à jour: 13/06/2014

Le courage de penser neuf

par le Dr. Kurt von Schuschnigg, ancien Chancelier de la République d'Autriche

La débâcle du troisième Reich, enfin consommée, parut, il y a un an, mettre le point final à une époque néfaste de l'Histoire. En même temps, la voie s'ouvrait à une renaissance de la pensée européenne dont l'heure avait depuis longtemps sonné. Ce jour-là, une grande espérance et une grande confiance saluèrent la première aurore d'une ère de paix...

Sans doute, l'effondrement des temps révolus s'était-il effectué, notamment pour l'Europe de langue allemande, mais aussi pour tous ses voisins immédiats, tant à l'Est qu'à l'Ouest, dans des conditions vraiment macabres. Ni l'antiquité, ni le moyen âge si diffamé n'avaient légué à l'humanité, en manière d'adieu, des vestiges aussi sanglants, aussi destructeurs de civilisation, que cette époque déjà installée dans la tradition sous le nom de « temps nouveaux ».

CELA NE PEUT CONTINUER AINSI

Mais, face à ces ruines, se dressait pourtant un important actif : la conscience manifeste de l'impossibilité de laisser les choses continuer de ce train, conscience qui, selon toutes les règles, marque l'heure historique d'un progrès fondamental. Et de fait, maint auspice favorable semblait se déclarer. L'Occident et l'Orient, marchant vers un même but, s'étaient tendu la main, animés d'une volonté arrêtée de garantir la paix au monde. L'idéal démocratique était hors de discussion. L'écroulement de systèmes politiques dont la violence était l'armature, ne pouvait que favoriser la pensée fédéraliste. Devant l'évolution des faits, l'isolationnisme britannique et nord-américain avait perdu tout terrain solide. Et avant tout, l'Europe et l'Amérique, répudiant leurs vieux préjugés, pour la première fois trouvaient le chemin l'une de l'autre.

On ne pouvait qu'être enclin à admettre que la volonté d'empêcher à l'avenir toute guerre en Europe aurait raison de conceptions politiques surannées, parmi lesquelles prenait rang la théorie de l'équilibre qui, maintenant la balance entre des alliances de force à peu près égale, avait prétendu assurer la paix européenne.

Autre conception périmée : le statut de la Société des Nations, qui avait proclamé un haut idéal, sans trouver la transition de la théorie humanitaire à la politique pratique.

Et il y avait enfin des tentatives, condamnées dans le principe, mais que l'on ne manquait pourtant jamais de tolérer à leur apparition, et dont l'objectif était l'organisation du continent sous l'égide hégémonique d'une puissance directrice.

Que l'organisation de l'Europe – économique et partant aussi politique – reste une des exigences impératives de l'heure, c'est ce qui est hors de discussion, et ce que ne contestent nulle part les milieux responsables. Si, cependant, l'optimisme de 1945 a fait place à un scepticisme marqué, et si toute profession de foi européenne court derechef le danger d'être reléguée dans la coulisse à titre d'utopie, la raison en est que dans tout ce qui a préfiguré, jusqu'ici, la future conférence de liquidation de la guerre, il n'a pas été question d'autre chose, *in nuce*, que de délimiter des sphères d'influence et de réduire l'Allemagne à une impuissance définitive.

Il faut froidement appeler les choses par leur nom : les hommes ont maintenant les yeux trop dessillés, l'heure est trop grave pour des fantasmagories illusionnistes. Une réédition du partage de l'Europe en zones d'intérêts nous vaudra, dans la meilleure hypothèse, un armistice de longue haleine ; elle ne nous apportera point la paix, et partant, point de renaissance de la prospérité économique. De plus, réduire l'Allemagne pour toujours à l'impuissance est chose nettement impossible.

D'autre part, l'Allemagne aura beau avoir été taillée en pièces et réduite à l'impuissance, ne fût-ce qu'à titre temporaire, elle finira un jour ou l'autre par opter pour l'une des deux sphères d'intérêts, pour devenir alors, au dam des tiers, plus puissante que jamais. C'est ce que l'on ne saurait empêcher, parce qu'il n'est pas possible d'anéantir un peuple de septante millions d'habitants, fût-on prêt à user de ces mêmes exécra-

méthodes auxquelles recourut un Hitler que n'arrêtait aucun scrupule. Aussi bien, Hitler lui-même n'a-t-il pas réussi à anéantir un peuple entier, pas même les sept millions d'Autrichiens, encore qu'il l'ait eue belle pour le faire, puisqu'il eut les mains libres pendant des années.

NECESSITE D'UN BUT NOUVEAU

Verrons-nous le même jeu se répéter avec les mêmes résultats qu'au lendemain de 1919 ? Les petits Etats, rappelés à la vie, seront-ils mort-nés, et les grands Etats un champ de manœuvres ? La jeunesse de l'Europe centrale se lancera-t-elle à nouveau à la poursuite d'on ne sait quels fantômes, tout simplement parce qu'elle ne voit rien d'autre devant elle ? Autant de questions qui dépendent uniquement de la suivante : Réussira-t-on à présenter aux hommes un but nouveau, un grand but qui réactive la vie et enflamme l'enthousiasme, et qui soit le gage d'un avenir où la volonté de vivre pèsera plus lourd que la volonté de mourir ?

Il n'est d'époque vraiment grande et digne de l'homme que celle où la vie dans l'honnêteté est chose plus brave encore que tout mépris prématuré de la mort.

Ce but politique final, ce ne saurait être, selon le modèle anglo-saxon, qu'une Europe à structure fédérative, le Commonwealth des Etats européens !

Et j'y insiste : il faut appeler clairement les choses par leur nom ! Les tendances manifestes de la politique soviétique ne font-elles pas échec à l'idée européenne ?

L'URSS est militairement et économiquement forte ; elle a pour elle la puissance de pénétration politique et une direction de premier ordre. Ce n'est d'ailleurs pas moins le cas des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Peut-être n'a-t-il jamais été aussi difficile, dans une guerre de coalition, de décider ce point : qui a fait pencher la balance du côté de la victoire ? C'est qu'aucun des alliés, réduit à ses seules forces, ne pouvait atteindre ce but. A un tiers non engagé dans le conflit, il semble bien que l'effort britannique marque le summum, digne de la plus haute admiration, de ce qu'au cours de cette guerre, on a pu demander à un peuple et à ses chefs de supporter. Et maintenant que la guerre est finie, Anglais, Américains et Russes ont, dans la même mesure que tous les autres peuples, un intérêt vital à la stabilisation de la paix, et partant, à l'organisation de l'Europe. L'Europe ne peut donc renaître qu'avec l'accord de l'Occident et de l'Orient. Le conflit des idéologies n'est pas un obstacle : ne s'est-on pas entendu, d'un antipode à l'autre, tout au moins pour les besoins du vocabulaire politique, sur un dénominateur commun : la démocratie ? Ainsi un superétat démocratique en Europe ne constituerait dès l'abord rien d'autre qu'une extension de l'Organisation des Nations unies, conforme à son esprit. L'ordre capitaliste ou l'ordre communiste — pour recourir aux extrêmes du langage — l'emportera-t-il ? La question reste ouverte ; elle est de celles que ne préjuge nullement l'organisation de l'Europe — à l'exclusion des sphères d'influences — et qui, d'ailleurs, en règle générale, ne sauraient jamais se poser qu'à la fin, et non pas au début de l'évolution nouvelle. L'Union soviétique, précisément, n'assumerait aucun risque. D'une part en effet — et une fois de plus, il est bon d'appeler les choses par leur nom — la liberté d'expression et de discussion inhérente à la démocratie lui donnerait voix au chapitre dans tous les pays et dans toutes les langues, cependant que, d'autre part, l'URSS verrait se réaliser d'une manière irréprochable sa propre idée de la sécurité collective dans le cadre d'un continent organisé sur une base fédérative. Aujourd'hui, plus que jamais, rien ne saurait entrer si adéquatement dans les vues de n'importe quelle puissance mondiale que la liquidation de l'insécurité et du chaos européens. La Russie soviétique répudie, en tant que puissance mondiale, la conquête impérialiste, et elle s'est proclamée, en tant que grande puissance européenne, l'antipode du fascisme et du centralisme national-socialiste : il y a donc lieu d'espérer que le poids qui s'attache à sa parole entrera dans la balance en faveur du fédéralisme européen. Car tant que le fédéralisme européen ne sera point vivant, le fascisme, aussi bien que le national-socialisme, n'auront de la mort que l'apparence.

Au demeurant, le problème qui se pose n'est pas pour l'Europe le choix entre le fédéralisme et le non-fédéralisme !

En effet, lorsqu'une évolution est nécessaire, elle ne dépend pas de bonnes volontés momentanées, de vœux ou de circonstances extérieures.

Ce dont il s'agit, c'est de savoir si nous sommes parvenus au dernier stade d'un processus historique inéluctable, ou si nous n'en sommes encore qu'à l'avant-dernier ; en d'autres termes, si nous aurons encore à traverser l'enfer d'une guerre mondiale — la dernière — ou si, comme il est de notre devoir de l'espérer jusqu'au dernier moment, un meilleur jugement humain nous en épargnera la catastrophe !

CONSTITUTION EUROPEENNE D'ABORD

L'important, l'essentiel serait donc de discuter tout d'abord la nouvelle constitution européenne, et de faire passer après elle les questions de frontières encore pendantes : en effet, beaucoup d'angles s'arrondissent, une fois que la conscience d'une propriété européenne et d'une responsabilité européenne communes aurait été éveillée. Toutes les solutions préconisées jusqu'ici tendent, en dernière analyse, à dicter aux peuples des compromis qui amèneront peut-être le calme, mais non pas l'apaisement, une paix temporaire, mais non pas une pacification durable.

L'exemple de l'Amérique devrait nous faire réfléchir. Il n'est pas vrai que nous ne puissions nous en inspirer avec succès. Et avant tout, créer un véritable ordre européen serait une tâche moins ingrate et plus conforme à la justice que de dicter quelque nouvelle frontière balkanique : plus de justice et moins de difficulté !

Il est possible que ce soit surtout l'Europe de langue allemande qui, plus que tout autre, ressente l'urgence de cette solution d'avenir. L'explication profonde en réside dans son propre destin, et dans la renaissance des sources trop longtemps contenues de sa vocation historique la plus authentique.

Quoi qu'il en soit, il y a quelque quatre-vingt millions d'hommes qui attendent un but et un avenir : les laisser sans but et sans avenir peut constituer un danger pour tous.

Et peut-être est-ce précisément, parmi les Européens de langue allemande, l'Autrichien convaincu qui est le plus porté vers l'Europe, soit que, depuis toujours, il n'ait cessé de par sa langue, son caractère, sa tendance et sa foi, de se sentir profondément Européen, soit, mieux encore, qu'il voie dans l'aboutissement de l'organisation européenne la seule et dernière possibilité, pour sa propre patrie, d'une existence, d'une position viable définitivement assurées.

Mais c'est aussi à tous les autres Européens que l'abandon des vieilles ornières périmées et la découverte de nouvelles voies constructives — le courage de penser neuf — apporteront, avec une sûreté mathématique, la décision du problème de la paix et de la guerre, et partant, de la question cruciale de l'avenir.

KURT SCHUSCHNIGG.